

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : 46

Déposée par Madame ou Monsieur : **M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention ainsi que par Monsieur Patrick Dewael, observateur**

Qualité : - Membre - Suppléant

---

### Article 46 : Le retrait de l'Union

1. Tout État membre peut, ~~dans le respect de ses règles constitutionnelles internes, décider de se retirer de l'Union européenne.~~ **demande son retrait** de l'Union européenne **lorsqu'une révision de la Constitution est entrée en vigueur alors qu'il n'a pas approuvé cette révision conformément à ses règles constitutionnelles internes.**

2. L'État membre qui ~~décide de se retirer,~~ **conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>,** souhaite se **retirer de l'Union** notifie son intention au Conseil. Dès cette notification, l'Union ~~négoie et conclut avec cet État~~ **engage des négociations avec l'Etat membre concerné en vue de la conclusion d'un accord régissant les conditions et les modalités de son retrait**, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Cet accord est conclu au nom de l'Union par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après avis conforme du Parlement européen.

L'État qui ~~se retire~~ **demande son retrait** ne participe ni aux délibérations ni aux décisions du Conseil le concernant.

**La décision de se retirer de l'Union doit, sur base de l'accord de retrait, être confirmée par l'Etat concerné selon la même procédure que celle qui est requise selon ses règles constitutionnelles pour une adhésion à l'Union.**

3. La présente Constitution cesse d'être applicable à l'État concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ~~ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2.~~

---

**Explication éventuelle :**

*L'Union européenne n'est pas une organisation internationale traditionnelle. Elle crée un ordre juridique spécifique. Elle édicte des règles directement applicables qui bénéficient aux citoyens et aux entreprises. On ne peut dès lors envisager que les Etats membres puissent se retirer de l'Union comme ils pourraient le faire d'autres organisations internationales classiques.*

*Une exception doit toutefois être prévue. L'Union européenne est un projet dynamique qui évolue. On devrait dès lors admettre qu'un Etat membre qui a adhéré au projet européen à un stade de son évolution ne puisse souscrire à une évolution ultérieure.*

*L'Etat concerné devrait le cas échéant disposer de la possibilité de demander son retrait. Ce retrait ne peut toutefois, même dans cette hypothèse, intervenir de manière unilatérale. Les droits de citoyens et des entreprises des autres Etats membres risquent en effet d'être gravement affectés par le retrait. La formule suggérant qu'un retrait pourrait, à défaut d'accord après deux ans, intervenir unilatéralement n'est dès lors pas envisageable. Un accord négocié fixant les conditions et les modalités du départ est au contraire nécessaire pour protéger ces intérêts légitimes.*

*En outre, étant donné le caractère grave d'un retrait de l'Union, notamment pour les droits de citoyen de l'Etat concerné, la décision de se retirer de l'Union devrait être prise par cet Etat sur base de l'accord de retrait- c'est à dire en connaissance de cause- selon la même procédure que celle qui serait requise pour l'adhésion à l'Union.*